

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

**Tribune**  
*Lutte et non débat référendaire*

François Ricard

Volume 22, numéro 1 (127), janvier–février 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29829ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Ricard, F. (1980). Tribune : *Lutte et non débat référendaire*. *Liberté*, 22(1), 3–7.

# tribune

## Lutte et non débat référendaire

FRANÇOIS RICARD

Depuis la parution, à la Toussaint, de *La Nouvelle entente Québec-Canada* puis du texte de la « question » peu avant Noël, force nous est de reconnaître que c'est beaucoup moins le contenu même du livre blanc qui retient l'attention, que les réactions (j'allais écrire : diverses, mais il vaudrait mieux dire : nombreuses, car pour la diversité, elle est bien absente) qu'il a suscitées.

Et je dis bien : les *réactions*, non le *débat*. Car de véritable débat, il n'y en a guère eu\*. Point d'examen sérieux de l'idéologie globale du livre blanc, point de discussions sur le détail des propositions qu'il renferme, point non plus, à de très rares exceptions près, de tentatives pour éclairer ou nuancer ses principaux avancés.

Mais n'est-ce pas là, au fond, un phénomène tout à fait normal ? L'auteur du livre blanc a beau faire appel à la *réflexion* — c'est une constante de sa rhétorique —, il a beau présenter son texte comme un exposé rationnel et serein de la question québécoise, allant même jusqu'à voir dans le référendum l'occasion, pour les citoyens, de poser un pur acte de raison, « en dehors de toute autre considération » et de voter « après réflexion et sans ambiguïté », il a beau, en un mot, s'adresser — comme Montesquieu ou Rousseau — à la pure Raison citoyenne, son ouvrage, en réalité, ne se prête guère aux analyses, étant moins lui-même, en dépit des apparences, un exposé analytique que l'affirmation péremptoire, énergi-

---

\* Ce texte a été rédigé à la mi-décembre 1979.

que, d'une *volonté politique* précise, à laquelle ne saurait répliquer par conséquent qu'une autre volonté ou contre-volonté tout aussi farouche et non quelque dispute intellectuelle. Car le référendum, comme tout ce qui est politique, ne sera pas une discussion, mais une *lutte*.

Les adversaires, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés, qui refusent à toutes fins pratiques la discussion et s'attaquent au « cœur » même du livre blanc, c'est-à-dire à cette volonté, justement, qui l'inspire et qu'il ne fait qu'exprimer. Comment, du reste, pourraient-ils faire autrement ? La logique, la rigueur discursive du livre blanc est parfaite, indiscutable. C'est même, en un sens, l'un des textes politiques les plus cohérents, les plus puissamment synthétiques à avoir été écrits sur la question québécoise. Tout, dans cet exposé, s'enchaîne admirablement, et l'on ne saurait donc l'attaquer par la raison. C'est une démonstration sans faille, qui ne laisse prise à aucune contestation rationnelle sérieuse. Aussi, comme tout discours rigoureux, celui-ci n'est-il vulnérable que par ses dehors, en quelque sorte, c'est-à-dire non pas en lui-même mais seulement dans ce qui le précède, dans ce qui l'anime, dans ce qu'il sert, en un mot, dans le postulat non rationnel (ce qui ne signifie pas irrationnel) auquel il obéit, et qui est ici cette volonté politique dont je parlais.

C'est pourquoi, désarmés devant la cohérence du livre blanc, c'est-à-dire devant sa « raison », les adversaires s'en prennent — et s'en prendront de plus en plus systématiquement, il faut s'y attendre — à l'espèce de *passion* qui en est la source. Ils chercheront moins à démontrer qu'à saper. Leurs armes ne seront pas dialectiques, mais purement rhétoriques. Ce n'est pas le livre blanc lui-même qu'ils chercheront à détruire, mais bien ce dont il est la rationalisation, à savoir : la conviction, la volonté d'indépendance. Ils ne chercheront pas à persuader, mais bien à effrayer, à démoraliser, à désamorcer, à récupérer, et pour cela tous les moyens leur seront bons. Il faut donc prévoir de leur part une lutte terrible, non pas, comme le laisse croire le livre blanc, sur le terrain de la « réflexion », mais bien plutôt sur celui de la propagande et de l'émotion, car ce qu'ils ont à combattre, c'est moins une idée qu'un désir.

Mais il faut aussi espérer que le P.Q., même s'il souhaite (et il faut, d'une certaine manière, l'en admirer) que l'affrontement se fasse au plan des idées, il faut espérer, dis-je, qu'il n'en restera pas là (ce serait de l'angélisme), qu'il reconnaîtra la nature véritable de l'enjeu et saura répliquer aux coups bas qu'il ne manquera pas de recevoir. Mais on peut, je crois, ne pas s'effrayer outre mesure, car déjà, par certains aspects, le livre blanc tient compte de la vraie dimension de l'affrontement, lui qui s'achève sur un *slogan*.

\* \* \*

Donc, le *débat* n'a pas lieu, et n'aura vraisemblablement pas lieu. Ce sera plutôt une *lutte*, avec tout ce que cela signifie.

Et dans cette lutte, les engagements principaux ne se feront pas, selon toute probabilité, au plan idéologique. Car Ryan a beau poser au « penseur », le fédéralisme, même « renouvelé », a presque toujours été singulièrement dépourvu à cet égard, semblable en cela à tous les pouvoirs régnant dans nos démocraties occidentales. Ayant le pouvoir, étant le pouvoir, le fédéralisme n'a pas besoin de justification idéologique explicite. Aussi, sur ce plan, l'avantage ira-t-il toujours au P.Q., et le discours du fédéralisme (non ses actes cependant) sera-t-il toujours aussi faible qu'insaisissable, rien de plus, à la vérité, qu'un tissu de faux semblants, de sophismes, de contradictions, d'idées creuses et de slogans maladroits : un discours de petits avocats.

Quelques exemples nous en ont d'ailleurs déjà été fournis. Entre autres par Trudeau, qui excelle en matière de logomachie, ce qui l'a fait qualifier d'intelligent par beaucoup de journalistes. Trudeau, donc, au livre blanc a répliqué notamment ceci (et il aura, comme toujours, beaucoup d'imitateurs séduits par son « intelligence ») : quelle raison y a-t-il de bouleverser le régime séculaire, puisque, voyez, ce régime non seulement n'a pas tué le Québec, mais lui a permis de s'épanouir à ce point qu'aujourd'hui il réclame son émancipation ? Que répondre à cela ? Rien, à vrai dire, sinon une paraphrase : pourquoi lutter contre le cancer, puisque le cancer, loin de détruire l'humanité, lui a permis de lutter contre

lui ? En fait, un tel « raisonnement » revient à dire ceci, qui correspond exactement à la profondeur de l'intelligence trudeauesque : pas de problème, y a rien là.

Un autre pseudo-argument, plus pernicieux que le premier, met en cause la notion — centrale — d'Etat. Défendre la souveraineté-association, disent ses adversaires, c'est prôner la création d'un Etat unitaire, concentré, donc potentiellement plus contraignant, sinon totalitaire ; le fédéralisme, au contraire, équivaldrait au maintien d'un Etat décentralisé, ouvert, pluraliste, donc plus souple et plus léger. Ces messieurs auraient-ils lu les nouveaux philosophes ? Se découvriraient-ils subitement anarchistes ? Le plus étonnant dans cet argument, c'est qu'il émane précisément des fédéraux, eux qui, pendant si longtemps, depuis Macdonald en fait, ont cherché sans cesse à faire du Canada un Etat aussi puissant et centralisé que possible et ont lutté constamment, par tous les moyens imaginables, contre la dispersion et le morcellement de la « mosaïque » canadienne. Il est pour le moins paradoxal, en effet, sinon scandaleux, qu'on prétende qualifier de « décentralisé » et de « souple » un Etat qui a à son crédit l'affaire Riel, le rapport Rowell-Sirois et les mesures de guerre d'octobre 1970.

Mais la critique la plus fréquente du livre blanc, celle qu'on a entendue de toutes parts, aussi bien chez les hommes politiques du Canada anglais que chez les « intellectuels » du P.L.Q., celle qui leur paraît être la moins discutable et posséder le plus de validité rationnelle, a trait aux premiers chapitres de l'ouvrage, c'est-à-dire à l'*histoire*. Le livre blanc, dit-on, fausse la vérité historique. Disant cela, les fédéralistes ont l'impression, en effet, de dire quelque chose de fondé, de vérifiable et de définitif. Ils se prennent presque pour des petits Soljénitsyne.

Notre premier mouvement, face à cette critique, est d'appeler à l'aide les historiens : que ne se prononcent-ils, que ne tranchent-ils de leur autorité ? Pourquoi ce silence des historiens ?

Mais une fois ce premier mouvement passé, l'idée de faire ainsi appel à ceux qui nous ont fait connaître notre passé de la manière dont le présente le livre blanc, cette idée paraît

vite inutile. Premièrement, parce que les historiens se récuseraient, et ils auraient sans doute raison, puisque ce n'est pas d'histoire qu'il s'agit, mais bien de politique. Deuxièmement, parce qu'en fait cette question sera très secondaire dans les affrontements qui s'annoncent. Mais surtout, troisièmement, parce qu'il se trouverait toujours des historiens, sans doute, pour donner également raison à Ryan. C'est que ce reproche de distorsion historique, en réalité, n'est rien d'autre qu'un procédé rhétorique. Ce n'est nullement un argument dont on puisse débattre. Ici mieux que nulle part, en effet, apparaît le caractère foncièrement idéologique de l'histoire, ou du moins du *discours* historique. Il n'y a pas, au fond, de vérité historique, il n'y a pas d'interprétation définitive et univoque du passé. Celui-ci est avant tout une métaphore, la projection justificatrice du présent, bref, la production d'une causalité proprement fictive, c'est-à-dire, au plan politique, une arme de premier choix. Aussi, croyant défendre l'histoire face au livre blanc, les fédéralistes ne font-ils en réalité que se défendre eux-mêmes. Croyant attaquer, au nom de la « vérité », un *savoir* historique proposé par le livre blanc, ils attaquent en fait la *volonté* exprimée par le livre blanc et donc par la vision historique que contient celui-ci. Ce n'est pas au nom de la vérité qu'ils peuvent protester ; c'est au nom de « leur » vérité, c'est-à-dire de leurs propres intérêts.

On en revient donc toujours au même point, à la même conclusion : la lutte référendaire se donnera des allures de joute intellectuelle, de débat historique ou juridique, d'examen rationnel. Mais tout cela ne sera jamais que du camouflage. La vraie lutte, la lutte à finir, restera toujours, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, politique, et seulement politique.